

**INSTITUTION ADOUR**

Extrait du registre des délibérations
de l'établissement public territorial de bassin Institution Adour

Séance du 26 janvier 2022
(Convocation du 20 janvier 2022)

Aujourd'hui, le vingt-six janvier deux mille vingt-deux à 14h, le comité syndical dûment convoqué s'est réuni sous la forme de visioconférence conformément à la loi n° 2021-1465 du 10 novembre 2021, sous la présidence de Monsieur Paul Carrère

Conseillers en exercice	
• Nombre	53
• Voix	322
Présents	
• Nombre	36
• Voix	246
Pouvoirs	
• Nombre	1
• Voix	1
Majorité simple selon article 11.2 des statuts	

Suffrages exprimés	
Pour	
• Nombre	37
• Voix	247
Contre	
• Nombre	0
• Voix	0
Abstention	
• Nombre	0
• Voix	0

Étaient présents :

- Pour les Départements membres : Mme Isabelle Antier, Mme Nathalie Barrouillet, Mme Agathe Bourretère, Mme Dominique Degos, Mme Céline Salles, Mme Véronique Thirault, M. Jean Arriubergé, M. Pierre Brau-Nogué, M. Paul Carrère, M. Gérard Castet, M. Damien Delavoie, M. Charles Pelanne, M. Bernard Pouban, M. Frédéric Ré, M. Marc Saint-Estevan, M. Bernard Verdier
- Pour les communautés d'agglomérations membres : M. Bernard Kruzynski
- Pour les communautés de communes membres : Mme Christine Fournadet, Mme Isabelle Nogaro, Mme Pascale Réquenna, M. Philippe Baron, M. Francis Betbeder, M. Philippe Brethes, M. Pierre Cazères, M. Jean-Emmanuel Dargelos, M. Didier Gaugeacq, M. Denis Lanusse, M. Jean-Marc Lescoute, M. Christophe Pugnetti
- Pour les syndicats mixtes membres : M. Daniel Arribère, M. Michel Chanut, M. Jean-Jacques Dané, M. Christian Ducos, M. Bernard Labadie, M. Antoine Lequertier, M. Bernard Lougarot

Étaient excusés et avaient donné procuration :

- Pour les communautés de communes membres : M. Jean-Michel Le Bihan

Étaient excusés :

- Pour les Départements membres : M. Thierry Carrère, M. René Castets, M. Julien Dubois, M. Francis Dupouey
- Pour la Région membre : M. Éric Sargiacomo
- Pour les communautés d'agglomérations membres : M. Philippe Castel
- Pour les communautés de communes membres : M. Jean-Yves Arrestat, M. Philippe Castets, M. Michel Cuyaubé, M. Pierre Lajus, M. Philippe Latry, M. Patrick Maunas, M. Laurent Nolibois, M. Jean-Pierre Rémy,
- Pour les syndicats mixtes membres : M. Michel Bareyt, M. Didier Sakellarides

Secrétaire de séance : Mme Dominique Degos



OBJET : Affaires budgétaires / Débat d'orientations budgétaires portant sur le budget de l'Institution Adour - Exercice budgétaire 2022

Exposé des motifs :

L'article 50 de la loi 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions dispose que « dans un délai de deux mois précédant l'examen du budget, un débat a lieu au Conseil Départemental sur les orientations budgétaires ». Ces dispositions s'appliquent également aux syndicats mixtes.

L'article L.2312-1 et D.2312-3 du CGCT, en plus de rappeler le délai des deux mois, expose plus en détail le contenu du rapport. Ces dispositions sont aussi reprises dans le règlement budgétaire et financier de l'Institution Adour, plus particulièrement dans son article 2.1 sur les orientations budgétaires :

« L'Institution Adour organise en comité syndical un rapport sur les orientations budgétaires générales de l'exercice et les engagements pluriannuels ainsi qu'une présentation de la structure et de l'évolution des dépenses et des effectifs... Le syndicat structure notamment son rapport d'orientations budgétaires autour d'un rappel du contexte dans lequel se déroule l'élaboration budgétaire (conjoncture économique, obligations réglementaires, appel à projet...). Il reprend aussi le projet de programme d'actions à venir.

Ce débat de portée générale permet aux élus d'exprimer leur opinion sur le projet budgétaire d'ensemble et permet au président de présenter les choix budgétaires prioritaires pour l'année à venir ainsi que les engagements pluriannuels envisagés ».

Le document de présentation des orientations budgétaires ci-annexé a pour objet d'apporter quelques éléments de contexte qui permettront au comité syndical d'engager une réflexion sur le budget primitif 2022.

Vu l'article 50 de la loi 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2312-1 et D.2312-3,

Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République (NOTRe) et notamment l'article 107-II-4° et 5° ,

Vu le règlement budgétaire et financier de l'Institution Adour, approuvé par délibération du comité syndical n°CS138/2021 du 8 décembre 2021 et plus particulièrement son article 2.1,

Vu le rapport d'orientations budgétaires retraçant les informations nécessaires au débat d'orientations budgétaires transmis à chaque membre du comité syndical,

Considérant l'obligation d'organiser un débat d'orientations budgétaires dans un délai de 2 mois précédant l'examen du budget,

Considérant que ce rapport doit donner lieu à un débat et faire l'objet d'un vote,

LE COMITE SYNDICAL

En l'absence d'observations,

Après en avoir délibéré et à l'unanimité,

DECIDE

Article 1

- de prendre acte de la tenue du débat d'orientations budgétaires, sur la base du rapport d'orientations budgétaires de l'Institution Adour pour l'exercice 2022, présenté lors de sa réunion du 26 janvier 2022,
- d'autoriser le président à prendre toutes décisions nécessaires à l'application de cette délibération.

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de la réception par le représentant de l'État.



Article 2

Monsieur le Président est chargé de l'exécution de la présente délibération.

Fait et délibéré le 26 janvier 2022 à Mont-de-Marsan,

Le Président,

Paul CARRERE



INSTITUTION ADOUR
Etablissement Public Territorial de Bassin
Hautes-Pyrénées - Gers - Landes - Pyrénées-Atlantiques

Envoyé en préfecture le 01/02/2022

Reçu en préfecture le 01/02/2022

ID : 040-254002264-20220126-CS02_2022-DE



Siège : 38 rue Victor Hugo, 40025 MONT-DE-MARSAN CEDEX

Président : Paul CARRERE

RAPPORT D'ORIENTATIONS BUDGETAIRES 2022

**Séance du comité syndical
du mercredi 26 janvier 2022 à 14h**

**Salle virtuelle
conformément à la loi n° 2021-1465 du 10 novembre 2021**

OBJET : Affaires budgétaires / Débat d'orientations budgétaires

L'article 50 de la loi 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions dispose que « dans un délai de deux mois précédant l'examen du budget, un débat a lieu au Conseil Départemental sur les orientations budgétaires ». Ces dispositions s'appliquent également aux syndicats mixtes.

L'article L2312-1 et D.2312-3 du CGCT, en plus de rappeler le délai des deux mois, expose plus en détail le contenu du rapport. Ces dispositions sont aussi reprises dans le règlement budgétaire et financier de l'Institution Adour, plus particulièrement dans son article 2.1 sur les orientations budgétaires :

« L'Institution Adour organise en comité syndical un rapport sur les orientations budgétaires générales de l'exercice et les engagements pluriannuels ainsi qu'une présentation de la structure et de l'évolution des dépenses et des effectifs... Le syndicat structure notamment son rapport d'orientations budgétaires autour d'un rappel du contexte dans lequel se déroule l'élaboration budgétaire (conjoncture économique, obligations réglementaires, appel à projet...). Il reprend aussi le projet de programme d'actions à venir.

Ce débat de portée générale permet aux élus d'exprimer leur opinion sur le projet budgétaire d'ensemble et permet au président de présenter les choix budgétaires prioritaires pour l'année à venir ainsi que les engagements pluriannuels envisagés »

Je vous propose ci-après quelques éléments de contexte qui permettront au comité syndical d'engager une réflexion sur le budget primitif 2022.





CONTEXTE GÉNÉRAL

Depuis sa création en 1978, l'Institution Adour était constituée de 4 Départements (Gers, Landes, Pyrénées-Atlantiques et des Hautes-Pyrénées) qui contribuaient au financement et participaient à la gouvernance de la structure.

Au cours de l'année 2019, dans le cadre de l'évolution statutaire engagée par l'établissement, devenu syndicat mixte ouvert, conformément à la réglementation et aux doctrines en vigueur, plusieurs collectivités ont adhéré à l'EPTB.

Au 1^{er} janvier 2022, l'EPTB est donc composé de 4 Départements, de 8 syndicats de rivières, de 23 EPCI-FP et de la Région Nouvelle-Aquitaine.

Son autofinancement est assuré par les participations financières de ses membres.

Le débat d'orientations budgétaires 2022 s'inscrit dans un environnement financier contraint et dans le contexte de la poursuite de l'évolution statutaire de l'EPTB.

SITUATION DE LA COLLECTIVITÉ

L'EPTB Adour n'a pas de fiscalité propre. Ses recettes dépendent des contributions des membres et des financements extérieurs eux-mêmes dépendants des actions menées.

La section de fonctionnement de son budget est élevée au regard de la section d'investissement en raison des missions exercées par l'EPTB qui sont aujourd'hui essentiellement des actions d'animation et de coordination. Par ailleurs, la gestion des réservoirs de réalimentation et de soutien d'étiage de l'Adour et de ses affluents génèrent des volumes financiers important en fonctionnement, mais ceux sont neutres budgétairement pour la collectivité dans la mesure où ils sont couverts par les redevances perçues auprès des préleveurs via les délégations de service public où les déclarations d'intérêt général (ils ne sont pas détaillés ci-dessous).

Une part importante du budget de fonctionnement est apportée chaque année par des financeurs extérieurs avec une prépondérance des financements de l'agence de l'eau Adour-Garonne.

Les investissements sont eux fluctuants selon les programmes d'action votés. Ils peuvent concerner des travaux sur les propriétés de l'Institution Adour (les 29 ouvrages de réalimentation de l'Adour et de ses affluents, totalisant ainsi 80 millions de mètres cubes d'eau disponibles à l'étiage, les ouvrages de protection contre les inondations, les seuils de stabilisation du lit et passes à poissons afférentes) ou bien des études concourant aux différentes missions de l'EPTB.

TENDANCES BUDGÉTAIRES ET GRANDES ORIENTATIONS DE LA COLLECTIVITÉ

Monsieur le Président propose que la construction du budget 2022 prenne en considération :

- D'une part, la nécessaire poursuite des missions de l'établissement au titre du « hors GEMAPI » et les perspectives d'une possible implication renforcée de sa part en lien avec la mise en œuvre de la compétence GEMAPI,
- D'autre part, le contexte financier tendu des Départements membres.

Ce sera aussi le premier budget sous la nouvelle nomenclature comptable M57.



Une attention particulière sera portée à l'application des règles inscrites dans le règlement budgétaire et financier de l'Institution Adour, adopté par délibération CS138/2021 du 8 décembre 2021, notamment en matière de gestion pluriannuelle de crédits en investissement.

Le budget sera voté en mars avec la reprise de l'excédent pour équilibrer les dépenses.

Il s'agira donc de prioriser les dépenses de l'Institution Adour tout en continuant de mener des actions efficaces et de qualité sur le bassin de l'Adour.

I. Le budget de fonctionnement

Afin de tenir compte des contraintes budgétaires des collectivités locales membres du syndicat mixte, la préparation du budget primitif 2022 sera établie sur la base d'une hypothèse de maîtrise du budget de fonctionnement.

A. Les dépenses de fonctionnement (hors prestations d'exploitation des réservoirs)

1. Les charges générales de fonctionnement et les charges de personnels (hors prestations d'exploitation des réservoirs)

L'objectif du budget 2022 est de continuer à maîtriser, dans le cadre d'une gestion prudentielle de l'établissement, les charges de fonctionnement et les dépenses de personnel. Cependant, la montée en charge de l'établissement dans les domaines tels que le portage des projets de territoire, des PAPI et du nouveau dispositif « MIRAPI » (Mieux reconstruire après les inondations) entraîne cette année une forte augmentation des charges de personnel. Cette augmentation des charges de personnels s'accompagne d'un effort constant de maîtrise des charges générales de fonctionnement.

	2019	2020	2021	2022
CHARGES GENERALES ET DE PERSONNELS				
Montant total	1 707 865 €	1 735 251 €	1 791 511 €	1 992 611 €
Dont 011	402 162 €	402 309 €	413 652 €	457 239 €
Dont 012	1 305 703 €	1 332 942 €	1 377 859 €	1 535 372 €

Les dépenses de fonctionnement évoluent entre 2022 et 2021 de 201 100 € (+11,23%)

Cette augmentation est due au portage de trois nouvelles missions :

- l'animation du programme d'étude préalable au PAPI gave d'Oloron,
- l'animation du programme d'étude préalable au PAPI Adour aval,
- l'animation de la démarche « mieux reconstruire après les inondations » MIRAPI.

L'objectif de maîtrise des coûts conduit pour 2022 à la construction d'un budget calé sur la réalité des dépenses prévisibles.

En matière de personnel, au 1^{er} janvier 2020, l'Institution Adour comptait en équivalent temps plein 26,6 ETP (soit 27 agents dont 16 sont titulaires, 2 en CDI, 8 non titulaires et 1 apprenti).

Au 1^{er} janvier 2021, les effectifs étaient de 28,4 ETP soit 29 agents dont 16 sont titulaires, 3 en CDI, 9 non titulaires et 1 apprenti.

Pour 2022, les effectifs seront de 32,8 ETP soit 33 agents dont 16 sont titulaires, 2 en CDI, 9 non titulaires, 4 en contrat de projet, 1 apprenti et 1 Thèse. Nos actions s'appuient en effet sur le recours à des agents non titulaires du fait de la nature et de la durée limitée dans le temps des missions et études qui leurs sont confiées.





2. Les charges de fonctionnement liées à des missions spécifiques (hors prestations d'exploitation des réservoirs) *Annexe 2*

Les dépenses liées à des missions spécifiques sont les dépenses de fonctionnement, autres que les charges générales et les frais de personnels liés aux missions engagées par l'établissement. Cela peut être des frais d'études, des frais d'enquête publique, des frais de communication ou bien d'autres prestations extérieures.

Pour l'exercice 2022 elles s'élèvent à 1 698 065 € (Contre 413 120 € en 2021).

Ici la comparaison n'est pas possible car ces dépenses sont directement liées aux programmes d'actions engagés, programmes qui sont très fluctuants d'une année sur l'autre.

Pour 2022 le portage du dispositif MIRAPI compte à lui seul pour 1 000 000 €.

Parmi les autres nouvelles actions on peut citer :

-Une étude de caractérisation du réseau hydrographique sur le territoire du Sage Adour aval pour 30 000 €, une évaluation de l'état quantitatif des nappes profondes pour 40 000 €, le portage d'animation d'agriculteurs dans le cadre du projet de territoire Midour pour 44 900 €, la mise en œuvre de différentes actions du PAPI de l'agglomération dacquoise pour 158 485 €.

3. L'évolution de la dette

La dette au 1^{er} janvier 2022 s'établit à hauteur de 333 793,77 € (capital restant dû) sur un capital de départ de 930 000 €.

Elle se répartit en deux contrats de prêt :

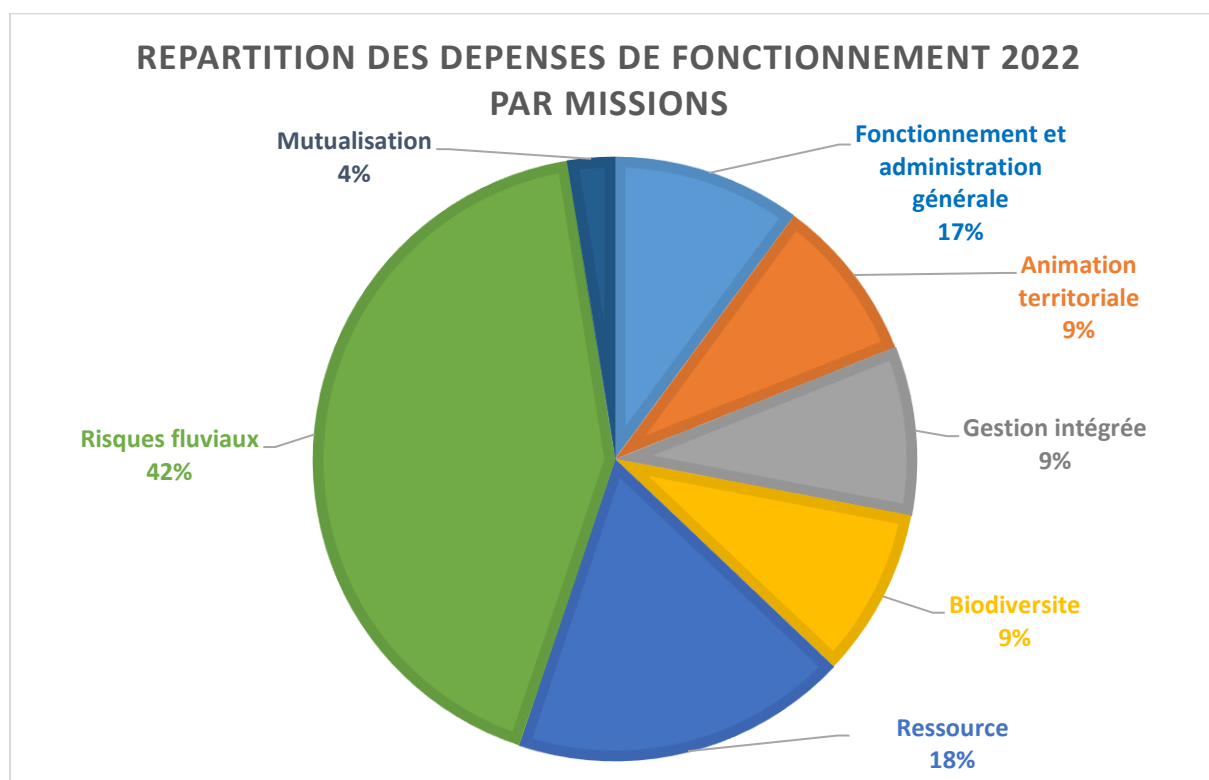
↳ Pour le compte du département du Gers

Caisse d'épargne Pays de l'Adour : capital restant dû 258 333,43 € (échéance juillet 2029)

↳ INSTITUTION ADOUR

Caisse régionale crédit agricole mutuel Aquitaine : capital restant dû 75 460,34 € (échéance juin 2024)

Cela se traduit pour la section de fonctionnement par le remboursement des intérêts pour l'année 2022 qui s'élève à 12 007,66 € (8 702,50 € au Département du Gers et le reste en propre à l'Institution Adour).



B. Les recettes de fonctionnement (hors redevance de soutien d'égoutage)

Les recettes de fonctionnement de l'Institution Adour sont constituées par :

- 1) les cotisations des Départements, EPCI-FP, des syndicats et autres collectivités membres
- 2) les subventions : agence de l'eau Adour-Garonne, Etat, Europe, Régions,
- 3) les participations autres de tiers bénéficiaires d'opérations engagées par l'Institution Adour

1. Les cotisations statutaires des membres

Pour 2022 les **contributions statutaires des membres**, intégrées à la section de fonctionnement seront fixées en comité syndical lors du vote du budget de l'exercice.

Les montants proposés seront les suivants :

A noter que les syndicats, EPCI-FP et Régions, au travers de cette contribution, financent les charges générales de fonctionnement inhérentes aux actions relevant de la compétence obligatoire.

Les Départements membres, quant à eux, financent au travers de cette contribution, les charges générales de fonctionnement inhérentes aux actions relevant de la compétence obligatoire et de la compétence historique.

a) Pour les syndicats : cotisation forfaitaire issue de l'addition d'une contribution forfaitaire liée à la superficie dans le bassin versant et d'une contribution forfaitaire liée au linéaire de berge pondéré

Cotisations 2022 des syndicats de rivières

COLLECTIVITE	COTISATIONS 2022	COLLECTIVITE	COTISATIONS 2022
Syndicat mixte des bassins versants du Midour et de la Douze	500 €	Syndicat Adour Midouze	850 €
Syndicat du bassin versant des Luys	600 €	Syndicat du Midou et de la Douze	550 €
Syndicat mixte du bas Adour maritime (SMBAM)	500 €	Syndicat mixte des gaves d'Oloron, Aspe et Ossau	600 €
Syndicat des bassins versants du Gabas, du Louts et du Bahu	500 €	Syndicat des gaves d'Oloron, Mauléon et Saison	550 €
<u>TOTAL Syndicats</u>			4 650 €



b) Pour les EPCI-FP : cotisation forfaitaire issue de l'addition d'une contribution fonction de la tranche de la population DGF rapportée à la superficie dans le bassin versant de l'Adour et d'une contribution fonction de la tranche de potentiel fiscal rapporté à la superficie dans le bassin versant de l'Adour

Cotisations 2022 des EPCI-FP membres

COLLECTIVITE	COTISATIONS 2022	COLLECTIVITE	COTISATIONS 2022
CC d'Aire-sur-l'Adour	250 €	CC du Bas Armagnac	150 €
CC des Landes d'Armagnac	150 €	CC Cœur d'Astarac en Gascogne	75 €
CC Armagnac Adour	150 €	CC du Seignanx	200 €
CC Astarac Arros en Gascogne	100 €	CA du Grand Dax	650 €
CC des Luys en Béarn	250 €	CC du Pays Morcenais	150 €
CC du Haut Béarn	300 €	CC du Pays Tarusate	250 €
CC du Nord Est Béarn	300 €	CC Pays de Villeneuve en Arm. Landais	150 €
CC Pays d'Orthe et Arrigans	250 €	CA Mont-de-Marsan Agglomération	650 €
CC Terres de Chalosse	200 €	CC du Pays Grenadois	150 €
CC Chalosse Tursan	250 €	CC Maremne Adour Côte Sud	200 €
CC Cœur Haute Lande	150 €	CC Coteaux et Vallées des Luys	150 €
CC du Pays de Trie et du Magnoac	75 €	<u>TOTAL EPCI-FP</u>	5 200 €

c) Pour la Région Nouvelle-Aquitaine : cotisation forfaitaire de 14 000 €.

d) Pour les Départements

- La participation des membres fondateurs aux charges générales de fonctionnement est, pour les charges mutualisées, calculée pour moitié au prorata des investissements réalisés depuis l'origine et pour moitié au prorata de la population du bassin hydrographique. Pour les autres missions, la participation des membres fondateurs est arrêtée par le comité syndical en fonction de l'intérêt interdépartemental ou départemental de chaque nouveau projet.

La clé de répartition 2022 entre les Départements pour les charges mutualisées s'établit à :

- 15,67% pour les Hautes-Pyrénées (contre 15,66% en 2021)
- 9,53% pour le Gers (contre 9,54% en 2021)
- 33,37% pour les Landes (contre 33,32% en 2021)
- 41,43% pour les Pyrénées-Atlantiques (contre 41,48% en 2021)



Cotisation 2022 des départements

COLLECTIVITE	COTISATIONS 2022	Pm cotisations 2021	Pm cotisations 2020	Pm cotisations 2019
Département du Gers	91 412 €	95 159 €	98 289 €	90 336 €
Département des Landes	280 992 €	264 333 €	258 716 €	248 382 €
Département des Pyrénées-Atlantiques	246 491 €	267 168 €	265 779 €	240 310 €
Département des Hautes-Pyrénées	125 609 €	128 799 €	131 107 €	132 562 €
TOTAL Départements	744 504 €	755 459 €	753 891 €	703 677 €

Pour 2022, le résiduel à la charge des Départements diminue de 10 956 € soit une baisse de 1,45 %.

- La participation des membres fondateurs aux charges générales liées à des missions spécifiques est calculée de la même façon que pour les charges générales de fonctionnement et elle est appelée sous forme de contribution syndicale de fonctionnement complémentaire à hauteur des dépenses réellement engagées.

Contribution complémentaire des départements

COLLECTIVITE	COTISATIONS 2022	Pm cotisations 2021	Pm cotisations 2020	Pm cotisations 2019
Département du Gers	56 263 €	51 303 €	48 641 €	44 349 €
Département des Landes	98 960 €	44 448 €	39 907 €	45 135 €
Département des Pyrénées-Atlantiques	100 392 €	98 997 €	100 931 €	98 401 €
Département des Hautes-Pyrénées	91 938 €	78 298 €	75 338 €	60 183 €
TOTAL Départements	347 553 €	273 046 €	264 817 €	248 068 €

2. Les participations de l'agence de l'eau Adour-Garonne, de l'Etat, de l'Europe et des Régions

Alors que les charges générales de fonctionnement et de personnels évoluent entre 2021 et 2022 de 201 100 € soit + 11,22%, les subventions de l'Agence de l'eau Adour Garonne, de l'Etat, de l'Europe et des régions subventionnent ces charges à hauteur de 51,15%.





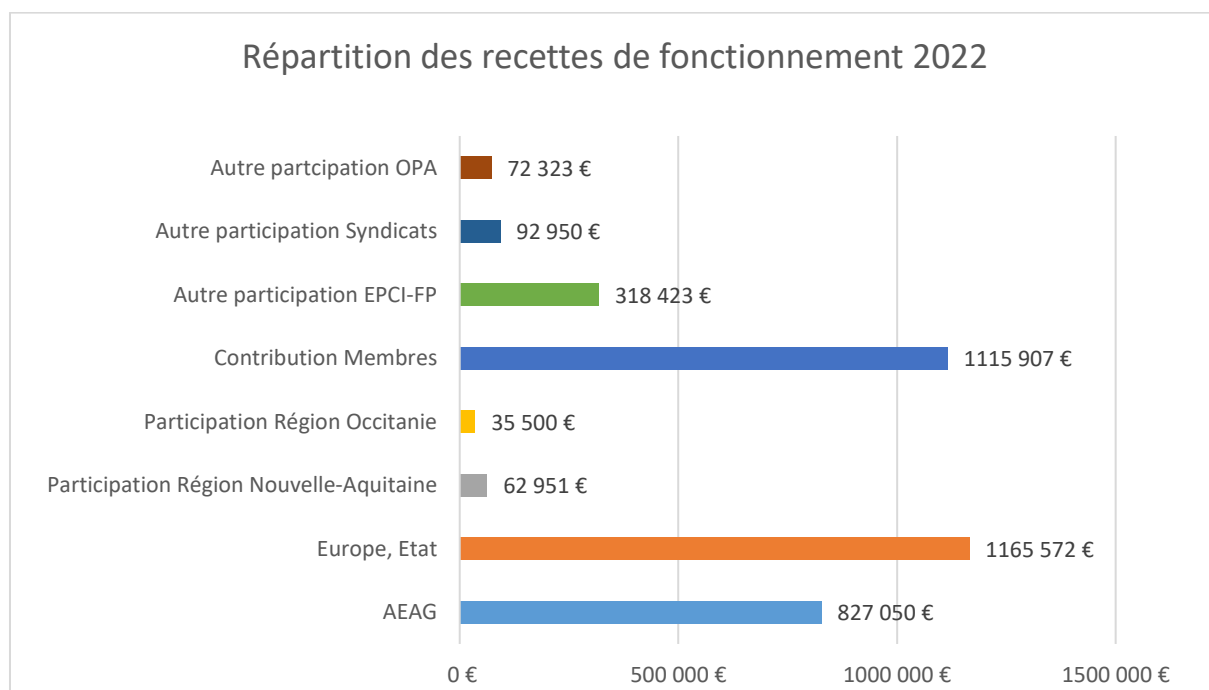
Concernant les charges de fonctionnement liées à des missions spécifiques les participations de ces mêmes financeurs les couvrent à 63,13%.

3. Les participations autres de tiers bénéficiaires d'opération engagées par l'Institution Adour

Les propositions de construction du budget 2022 intègrent une implication du service risques fluviaux dans la gestion de systèmes d'endiguements, dans l'animation du PAPI dacquois et dans le portage d'études hydrauliques sur le bassin des Luys (via le mécanisme de la délégation d'une partie de la compétence GEMAPI et des conventions afférentes), laquelle ne peut se concrétiser que sur la base de financements dédiés des EPCI-FP.

Par ailleurs, la construction du budget 2022 intègre des actions de mutualisation (via le mécanisme de mise à disposition de moyens) lesquelles génèrent des participations d'organismes bénéficiaires de ces mises à dispositions de moyens.

Enfin, les charges induites par le suivi des contrats de concession de service public de type affermage sont elles aussi identifiées et sont financées par les organisations professionnelles agricoles.



Détail de la contribution par type de membres	2022	Pm 2021
Contributions Départements	1 092 057 €	1 028 505 €
Contribution Région Nouvelle-Aquitaine	14 000 €	14 000 €
Contribution EPCI-FP	5 200 €	5 200 €
Contribution Syndicats	4 650 €	4 850 €
Total contributions membres	1 115 907 €	1 052 555 €

Vous trouverez en [annexe 1](#) :

- les éléments sur le calcul de la clé de répartition des contributions statutaires départementales affectée aux dépenses mutualisées. (1-1)



- la répartition des contributions statutaires sur les charges de fonctionnement et de personnel par application des règles statutaires du syndicat mixte. (1-2)
- la répartition des contributions statutaires sur les charges liées aux missions spécifiques par application des règles statutaires du syndicat mixte (1-3)

II. Le budget d'investissement

Les montants des budgets d'investissement de l'Institution Adour sont très disparates d'une année sur l'autre.

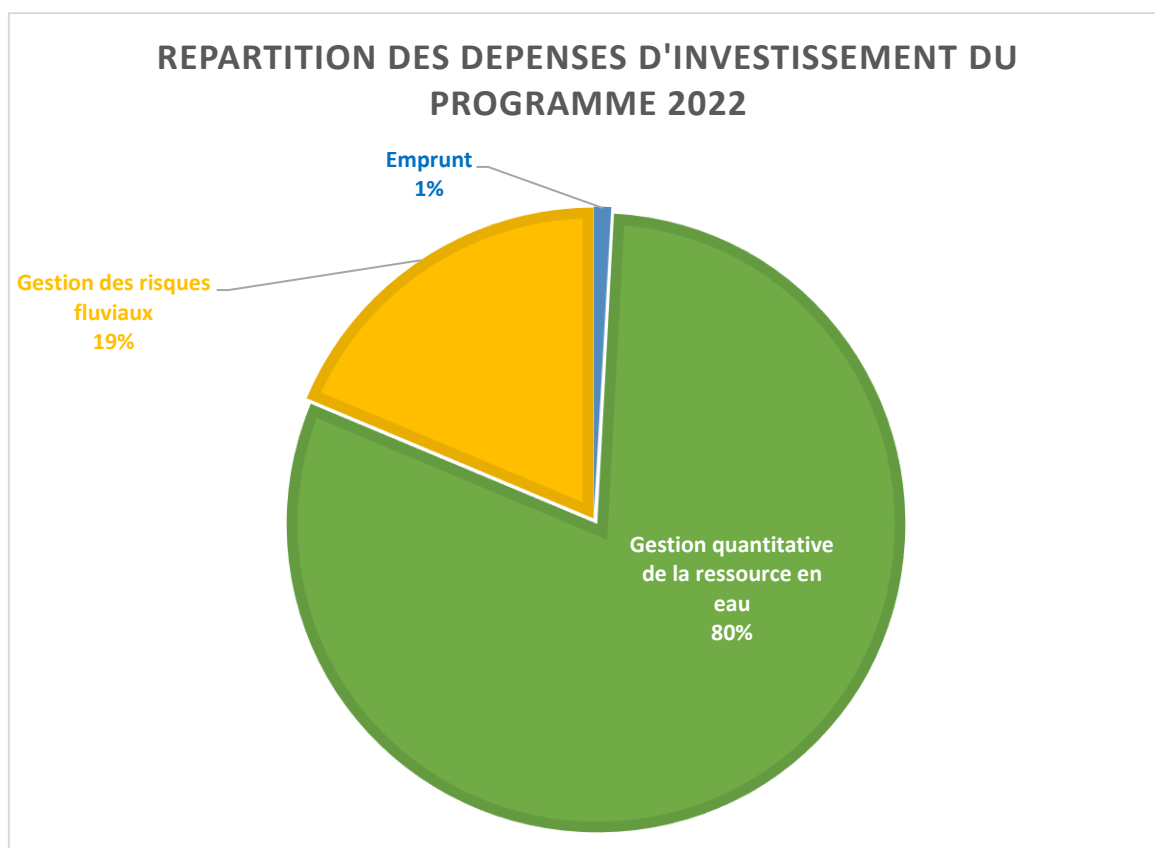
Cela s'explique du fait des différences de volume de travaux de réparations engagés sur les systèmes d'endiguement suite à des événements de crues importantes par exemple ou en raison de grosses réparations en lien avec la sécurité des ouvrages de soutien d'étiage.

Par ailleurs, cela tient au rythme d'avancement des opérations dont les retards peuvent engendrer des restes à réaliser importants repris en entrée du budget suivant.

A. L'incidence du programme d'actions 2022 sur le budget d'investissement

Les orientations budgétaires 2022 font ressortir un montant de programme 2022 de 3 880 514 €.

Pour mémoire le programme 2021 s'élevait à 2 747 095 €, le programme 2020 s'élevait à 5 872 020 € et le programme 2019 à 4 978 482 €.



Comme le montre le graphique ci-dessus 80% des montants inscrits au programme 2022 concernent la gestion quantitative de la ressource en eau.

Vous trouverez la liste des actions du programme 2022 dans l'[annexe 2-2](#).

L'opération suivante mérite une attention particulière :



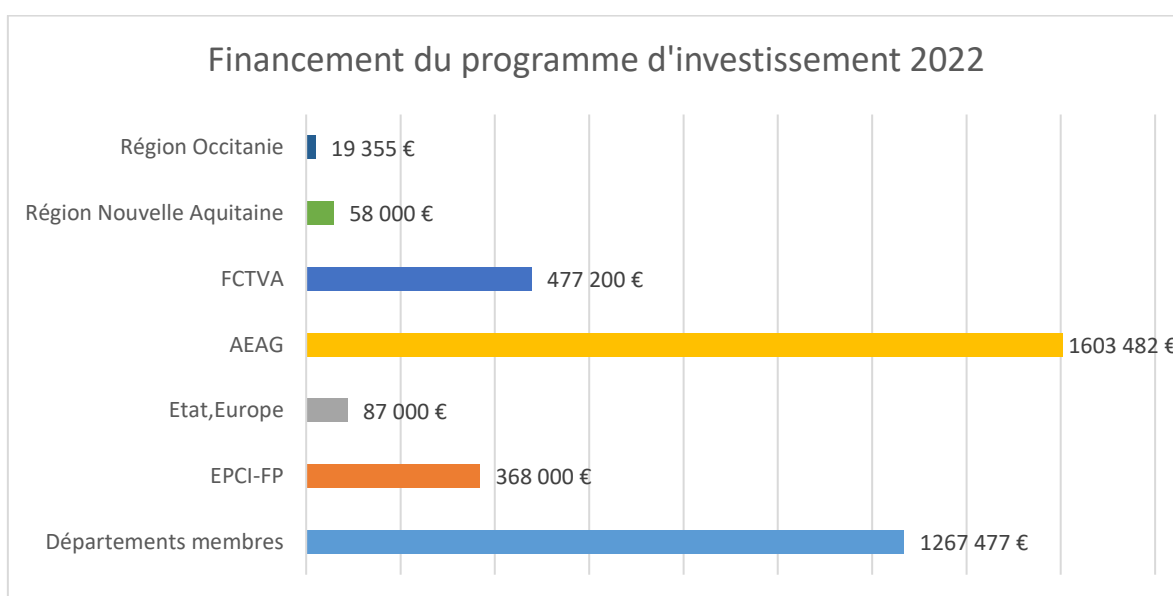


Les travaux sur le réservoir du Louet : Ces travaux vous sont ici présentés dans une version arrêtée en décembre 2021 lors de l'adoption du programme d'action pour un montant de 1 756 000 € HT. Depuis l'élaboration de l'avant-projet montrent que la solution initialement prévue, à savoir le traitement par « simple » drainage, ne permet pas d'atteindre les coefficients de sécurité requis pour ce type de barrage en termes de stabilité. Plusieurs solutions sont donc à l'étude, solutions qui augmenteront le coût prévisionnel de ces travaux aux alentours des 5 000 000 € HT.

Au niveau des financements attendus là aussi nous sommes en attente d'éléments de réponses. Cette opération a été proposée dans le cadre de l'AAP Optimisation des stockages de l'Agence de l'Eau Adour Garonne. Le dossier de demande de financement définitif doit être déposé pour le mois d'octobre 2022.

Un point sera fait avec chaque départements concernés afin d'envisager le financement spécifique de cette opération. Les travaux ne démarreront qu'en 2023, l'idée est ici, comme en 2021, de continuer à provisionner sur ces grosses dépenses.

L'annexe 2-2 vous donne aussi le détail des plans de financements. A ce stade du débat d'orientations budgétaires les taux de participations des différents financeurs peuvent être amenés à évoluer pour certaines opérations



L'incidence des nouveaux programmes 2022 pour nos membres est la suivante :

- 180 780 € pour le Département du Gers
- 452 430 € pour le Département des Landes
- 147 504 € pour le Département des Pyrénées-Atlantiques
- 486 763 € pour le Département des Hautes-Pyrénées

L'incidence en crédits de paiement 2022 vous est présentée dans l'[annexe 2-2](#).

B. L'incidence des restes à réaliser des programmes antérieurs sur le budget d'investissement

Concernant les opérations engagées sur les exercices antérieurs, les restes à charge par Département s'établissent de la façon suivante :

- 99 257 € pour le Département du Gers
- 312 759 € pour le Département des Landes
- 496 948 € pour le Département des Pyrénées-Atlantiques
- 78 943 € pour le Département des Hautes-Pyrénées

Vous trouverez la liste des opérations à reporter dans l'[annexe 2-1](#).



SYNTHÈSE

En section de fonctionnement, les orientations se traduisent par une nette augmentation des dépenses de fonctionnement et de personnel (+11,23 %) pour arriver à un montant de 1 992 611 €. Cette augmentation est due au portage de trois nouvelles missions (l'animation du programme d'étude préalable au PAPI gave d'Oloron, l'animation du programme d'étude préalable au PAPI Adour aval, et l'animation de la démarche « mieux reconstruire après les inondations » MIRAPI). Les dépenses liées aux opérations spécifiques s'élèvent à 1 698 065 € (le portage du dispositif MIRAPI compte à lui seul pour 1 000 000 €.)

Parallèlement, le résiduel total à la charge des Départements augmente lui aussi de 6,18%. C'est là encore le portage du dispositif MIRAPI soutenu par le département des Landes qui engendre cette augmentation.

Il convient de noter que pour 2022, le résiduel des Départements sur les charges générales de fonctionnement et de personnel diminue de 10 956 € (soit une baisse de 1,45 %) ce qui montre que la construction du budget 2022 se fera dans une réelle maîtrise des coûts de fonctionnement et une recherche constante d'optimisation des financements.

En section d'investissement, l'opération la plus conséquente sera l'opération de travaux sur le réservoir de Louet aujourd'hui affiché à 1756 000 € HT mais dont on sait que le coût des travaux devrait se rapprocher des 5 000 000 € HT.

Du fait de son statut juridique, chaque bénéficiaire d'opération menée par l'Institution Adour assume la charge financière résiduelle des opérations lui incombant. Ce schéma sera maintenu en 2022.

Le cadre statutaire actuel devra être retravaillé avec les membres afin de le faire évoluer en fonctions des attentes exprimées par les territoires.

Telles sont ainsi résumées les principales informations dont je tenais à vous faire part concernant le Débat d'Orientations Budgétaires 2022, conformément à la réglementation du code général des collectivités territoriales.

Je vous salue de bien vouloir délibérer sur ces orientations.

Le Président, Paul CARRERE.





PARTICIPATION DEPARTEMENTALE AU PROGRAMME D'ACTIONS 2022

VERSION DOB

FONCTIONNEMENT 2022

	CD 32	CD 40	CD 64	CD 65	Total	pm 2021
Participations statutaires des départements au titre des charges de fonctionnement	91 412 €	280 992 €	246 491 €	125 609 €	744 504 €	755 459 €
Participations des départements aux charges de fonctionnement liées à des prestations extérieures	56 263 €	98 960 €	100 392 €	91 938 €	347 553 €	273 046 €

	CD 32	CD 40	CD 64	CD 65	
Total participations des départements	147 675 €	379 952 €	346 883 €	217 547 €	1 092 057 €
pm BP 2021	146 462 €	308 781 €	366 165 €	207 097 €	1 028 505 €
<i>différence</i>	1 213 € 0,83%	71 171 € 23,05%	-19 282 € -5,27%	10 450 € 5,05%	63 552 € 6,18%

INVESTISSEMENT 2022

	CD 32	CD 40	CD 64	CD 65	Total
Estimation des besoins en CP 2022 sur programme 2017	6 781 €	6 100 €	0 €	0 €	12 881 €
Estimation des besoins en CP 2022 sur programme 2019	459 €	20 834 €	52 508 €	2 436 €	76 237 €
Estimation des besoins en CP 2022 sur programme 2020	55 029 €	41 996 €	29 981 €	15 537 €	142 542 €
Estimation des besoins en CP 2022 sur programme 2021	36 988 €	243 829 €	414 459 €	60 970 €	

	CD 32	CD 40	CD 64	CD 65	Total
Reste à inscrire en investissement pour 2022 sur RAR	99 257 €	312 759 €	496 948 €	78 943 €	987 906 €
Estimation des besoins en CP 2022 sur programme 2022	111 064 €	354 027 €	46 704 €	328 363 €	840 158 €
TOTAL A INSCRIRE EN INVESTISSEMENT EN 2022	210 320 €	666 786 €	543 652 €	407 306 €	1 828 064 €

DOB 2022 Institution Adour Annexe 1-1 **Fonctionnement 2022**

CALCUL DE LA REGLE DE REPARTITION DES CONTRIBUTIONS STATUTAIRES DEPARTEMENTALES POUR 2022

DEPARTEMENTS	REALISATIONS ANTERIEURES	REALISATIONS 2020	TOTAL CUMULE REALISATIONS	% investissements	% population *	BASE 2022	PM BASE 2021	PM BASE 2020
<u>H.P.</u> TOTAUX	23 428 893,44	87 972,65	23 516 866,09	12,84	18,50	15,67	15,66	15,63
<u>GERS</u> TOTAUX	28 901 534,10	63 101,22	28 964 635,32	15,81	3,24	9,53	9,54	9,60
<u>LANDES</u> TOTAUX	76 545 195,66	458 345,75	77 003 541,41	42,04	24,72	33,37	33,32	33,19
<u>P.A.</u> TOTAUX	53 648 479,24	39 577,41	53 688 056,66	29,31	53,54	41,43	41,48	41,58
TOTAUX	182 524 102,44	648 997,03	183 173 099,47	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00

*** Population municipale 2018 BA :**

Population municipale des communes, qui intersectent avec le bassin hydrographique de l'Adour,
proratisée selon la superficie dans le bassin (sur géographie communale **N+2**)

Population municipale 2018 BA du département / total des populations municipales 2018 BA des 4 départements

=

DOB 2022 Institution Adour Annexe 1-2 **Fonctionnement 2022** participations statutaires aux **charges générales de fonctionnement**

ID : 040-254002264-20220126-CS02_2022-DE

Missions	COUT	AEAG, Régions, Europe...	Région NA contribution statutaire	EPCI-FP	Syndicat	Profession agricole	MONTANT RESIDUEL	32		40		6			
								%	MONTANT	%	MONTANT	%	MONTANT	%	MONTANT
Charges générales	90 000		700	250	200		88 850	9,53	8 467	33,37	29 649	41,43	36 811	15,67	13 923
Locaux mont de marsan (annuités)	27 500		700	250	200		26 350	9,53	2 511	33,37	8 793	41,43	10 917	15,67	4 129
Personnel administratif	245 355		700	250	200		244 205	9,53	23 273	33,37	81 491	41,43	101 174	15,67	38 267
Animation territoriale	143 043	98 905	5 150	1 900	1 750		35 338	9,53	3 368	33,37	11 792	41,43	14 641	15,67	5 537
Observatoire de l'Eau	140 000	70 000	6 000	2 250	2 000		59 750	9,53	5 694	33,37	19 939	41,43	24 754	15,67	9 363
Thèse GEMAPI	44 400	36 200	750	300	300		6 850	9,53	653	33,37	2 286	41,43	2 838	15,67	1 073
Sage Midouze (animation)	59 747	47 416					12 331	25	3 082,75	25	3 082,75	25	3 082,75	25	3 082,75
Sage Adour Amont (animation)	55 094	43 693					11 401	25	2 850,25	25	2 850,25	25	2 850,25	25	2 850,25
Sage Adour aval (animation)	59 355	48 729		2 967			7 659	25	1 914,75	25	1 914,75	25	1 914,75	25	1 914,75
Préfiguration d'un outil de GI des nappes	61 049	50 272					10 777	25	2 694,25	25	2 694,25	25	2 694,25	25	2 694,25
animation du plagepomi	81 896	62 169					19 727	5	986	45	8 877	45	8 877	5	986
Coordination espèces patrimoniales	4 610	2 000					2 610	25	652,50	25	652,50	25	652,50	25	652,50
Suivi PAP	5 025						5 025	9,53	479	33,37	1 677	41,43	2 082	15,67	787
Animation de la maison de l'eau	54 805	41 076					13 729	45	6 179	15	2 059	15	2 059	25	3 432
Suivi travaux continuité écologique gawe de Pau	45 054	36 043					9 011	0	0	0	0	100	9 011	0	0
Suivi travaux pont de fer	3 081	2 465					616	0	0	0	0	0	0	100	616
Etude continuité écologique Arros	3 095	1 857					1 238	100	1 238	0	0	0	0	0	0
Actions transversale et de partenariat	1 921						1 921	9,53	183	33,37	641	41,43	796	15,67	301
Suivi et animation PGE Adour , DIG	35 300	17 550					17 750	25	4 437,50	25	4 437,50	25	4 437,50	25	4 437,50
Suivi et animation du PGE Luys Louts	15 083	7 441					7 642	25	1 910,50	25	1 910,50	25	1 910,50	25	1 910,50
Suivi qualité des eaux	12 812	6 255					6 557	25	1 639,3	25	1 639,3	25	1 639,3	25	1 639,3
Etude prospective qualité des eaux PT Midour	13 105	9 174					3 932	40	1 573	60	2 359	0	0	0	0
Animation du projet de Territoire Adour Amont	94 896	66 007					28 889	14	4 044	0	0	11	3 178	75	21 667
Animation du projet de Territoire Midour	54 405	39 873					14 532	45	6 539	55	7 993	0	0	0	0
Animation du projet de Territoire Douze	44 146	32 031					12 115	21	2 544	79	9 571	0	0	0	0
Appel à projet canaux	16 670	11 670					5 000	33	1 650	0	0	0	0	67	3 350
Appel à projet bahus Midour	4 500	3 150					1 350	60	810	40	540	0	0	0	0
Missions réservoirs, gestion des eaux, DSP	55 407					55 407	0								
Actions transversales ressource en eaux	24 411	8 830					15 581	9,53	1 485	33,37	5 199	41,43	6 455	15,67	2 442
suivi technique ADOUR 32-65	2 214	1 107					1 107	50	553,5	0	0	0	0	50	553,5
suivi technique ADOUR Moyen	82 656	40 809					41 848	0	0	100	41 848	0	0	0	0
suivi technique ADOUR Aval	14 366	6 932					7 434	0	0	50	3 717	50	3 717	0	0
Etude classement systèmes d'endiguements	10 345			10 345			0								
Suivi travaux systèmes d'endiguements	5 306			5 306			0								
Dispositif "MIRAPI" année 1	98 238	74 858					23 380			100	23 380				
PEP au PAPI Adour aval	64 374	51 500		12 874			0								
PEP au PAPI gawe d'Oloron	64 374	51 500		12 874			0								
PAPI Agglomération dacquoise	62 023	49 618		12 405			0								
Mutualisation Irrigadour	18 150				18 150		0								
Mutualisation SMD	17 560				17 560		0								
Mutualisation SAM	47 240				47 240		0								
Mutualisation SMAA	10 000				10 000		0								
TOTAUX fonctionnement	1 992 611	1 019 129	14 000	61 971	97 600	55 407	744 504		91 412		280 992		246 491		125 609

p.m 2021 1 791 511 833 588 14 000 48 489 84 975 55 000 755 459 95 159 264 333 267 168 128 799

différence 201 100 185 541 0 13 482 12 625 407 -10 955 -3 747 16 659 -20 677 -3 190
11,23% -1,45% -3,94% 6,30% -7,74% -2,48%

DOB 2022 Institution Adour Annexe 1-3 **Fonctionnement 2022** relevant de **prestations extérieures**

ID : 040-254002264-20220126-CS02_2022-DE

N° de fiche	Opérations	Montant opération TTC	Participation Europe / Etat / Autres	Participation AEAG	Participation Nouvelle Aquitaine	Participation Occitanie	EPCI, Syndicat	OPA	Auto-financement		CD 32	CD 40	CD 64	CD 65
									%	Mt	Montant aide	Montant aide	Montant aide	Montant aide
	Intérêt de la dette	9 885 €							100%	9 885 €	9 885 €			
3	Sage Midouze (communication)	5 040 €		2 940 €	504 €				31,7%	1 596 €	399 €	399 €	399 €	399 €
4	Sage Adour amont (communication)	5 040 €		2 940 €	504 €				31,7%	1 596 €	399 €	399 €	399 €	399 €
5	Sage Adour aval (communication)	5 040 €		2 100 €	645 €		252 €		48,3%	2 043 €	511 €	511 €	511 €	511 €
6	SAGE Adour aval – Mise en œuvre-Etude de caractérisation du réseau hydrographique (fossés/cours d'eau) au sein de l'aire d'alimentation des captages d'Orist	30 000 €		12 500 €	6 000 €				38,3%	11 500 €		11 500 €		
7	Préfiguration d'un outil de gestion intégrée des nappes profondes (communication)	5 040 €		2 940 €					41,7%	2 100 €	525 €	525 €	525 €	525 €
	Préfiguration d'un outil de gestion intégrée des nappes profondes (analyse juridique)	8 100 €		3 375 €	891 €	729 €			38,3%	3 105 €	776 €	776 €	776 €	776 €
8	Préfiguration d'un outil de GI des nappes - Evaluation de l'état quantitatif des nappes profondes basée sur les simulations du modèle GAIA	40 000 €		16 667 €	4 400 €	3 600 €			38,3%	15 333 €	3 833 €	3 833 €	3 833 €	3 833 €
9	Projet de Territoire Midour -communication	5 760 €		3 360 €					41,7%	2 400 €	1 080 €	1 320 €		
10	Projet de Territoire Midour - Animateur agricole	44 900 €		31 430 €		3 996 €			21,1%	9 474 €	4 263 €	5 211 €		
11	Projet de Territoire Douze -communication	5 760 €		3 360 €					41,7%	2 400 €	504 €	1 896 €		
12	Projet de Territoire Adour amont -Garants	20 000 €		14 000 €					30%	6 000 €	840 €		660 €	4 500 €
	Projet de Territoire Adour amont -communication	5 760 €		3 360 €					41,7%	2 400 €	336 €		264 €	1 800 €
15	PAPI Agglo dax -Mutualisation et valorisation des données sur l'inondation du territoire-Action 1.1	24 000 €	19 200 €				4 800 €		0%	0 €				
16	PAPI Agglo dax - Mise en en place de repères de crue - Action 1.5	22 995 €	17 495 €				5 500 €		0%	0 €				
17	PAPI Agglo dax - Pose d'échelles limnimétriques - Action 2.2	15 490 €	12 390 €				3 100 €		0%	0 €				
18	PAPI Agglo dax - Réalisation de diagnostics de vulnérabilité - Action 5.1	96 000 €	48 000 €				48 000 €		0%	0 €				
22	Dispositif MIRAPI réalisation de diagnostic de réduction de vulnérabilité de biens à usage d'habitation	1 000 000 €	800 000 €				200 000 €		La répartition du résiduel entre les EPCI-FP et le département des Landes reste à définir					
23	Releve des filets	10 000 €			3 000 €				70%	7 000 €	350 €	3 150 €	3 150 €	350 €
25	Suivi et entretien des passes à poissons	66 500 €							100%	66 500 €	3 000 €	11 500 €	34 500 €	17 500 €
26	Animation de la Maison de l'eau et mise en œuvre du plan de gestion de Ju belloc - Prestations extérieures	58 335 €	7 070 €	22 174 €		10 290 €			28,7%	18 801 €	8 461 €	2 820 €	2 820 €	4 700 €
29	Volume Gabas 2021	66 500 €							100%	66 500 €			52 555 €	13 945 €
30	Canal de la Gespe fonctionnement (2020,2021 et 2022)	20 000 €							100%	20 000 €				20 000 €
31	Frais de stockage fonciers	59 920 €							100%	59 920 €	21 100 €	16 120 €		22 700 €
32	Réalisation suivi de la qualité des eaux et sédiments réservoirs 2022 - Prestations externes	29 000 €		12 084 €				16 916 €	0%	0 €	les prestations externes sont financées par les recettes d'affermage			
33	Rééquipement du dispositif d'auscultation et vérification de la stabilité du réservoir de Latrille	39 000 €							100%	39 000 €		39 000 €		
Sous total opérations de fonctionnement		1 698 065 €	904 155 €	133 230 €	15 944 €	18 615 €	261 652 €	16 916 €		347 553 €	56 263 €	98 960 €	100 392 €	91 938 €

pm BP 2020 273 046 € 51 303 € 44 448 € 98 997 € 78 298 €

différences 4 960 € 54 512 € 1 395 € 13 640 €
9,67% 122,64% 1,41% 17,42%

Pour rappel reste à payer en 2022 sur fonctionnement programmes antérieurs	CD 32	CD 40	CD 64	CD 65
Thèse Gemapi communication	192,00 €	664,00 €	832,00 €	313,00 €
Sage Midouze communication 2021	735,00 €	735,00 €	735,00 €	735,00 €
Sage Adour amont communication 2021	735,00 €	735,00 €	735,00 €	735,00 €
Sage Adour Aval communication 2021	609,00 €	609,00 €	609,00 €	609,00 €
Sage Adour Aval enquête publique	1 613,32 €	2 765,00 €	1 613,32 €	1 613,32 €
Préfiguration d'un outil de gestion intégrée des nappes profondes (communication)	666,00 €	666,00 €	666,00 €	666,00 €
animation poissons migrateurs 2021	350,00 €	2 047,50 €	3 150,00 €	350,00 €
Gestion des passes à poissons 2021		2 300,00 €	27 870,00 €	
Animation de la maison de l'eau 2021	4 697,42 €	1 769,95 €	930,73 €	2 610,32 €
Projet de territoire Midour Communication 2021	1 463,00 €	1 787,00 €		
Projet de territoire Douze Communication 2021	835,00 €	3 140,00 €		
Projet de territoire Adour amont Communication 2021	560,00 €		440,00 €	3 000,00 €
Projet de territoire Adour amont Garant 2021	560,00 €		440,00 €	3 000,00 €
Réservoir de Latrille mesure de réduction des risques		15 750,00 €		
AAP restauration des zones humides de la Midouze	12 000,00 €			
Ouvrages de protection de Baudreix, Mirepeix et Bourdettes : Réalisation d'une note d'analyse juridique			1 200,00 €	
Ouvrages de protection de Baudreix, Mirepeix et Bourdettes : Rédaction d'une convention "d'attente à intervenir" entre l'IA et la société DPL			4 365,60 €	
Etude d'opportunité émergence gawe de Pau		2 426,67 €	3 733,33 €	3 733,33 €
TOTAL reste à payer sur fonctionnement antérieurs	25 015,74 €	35 395,12 €	47 319,98 €	17 364,97 €



		Montant opération		Participation			Autofinancement		EPCI / Syndicat		Conseil Départemental 32				Conseil Départemental 40				Conseil Départemental 64				Conseil Départemental 65			
		TTC	HT	Europe / Etat / Autres	AEAG	Région Nouvelle Aquitaine					Région Occitanie	Taux	Montant résiduel total	Crédits paiements 2022	Crédits paiements 2023	Taux	Montant résiduel total	Crédits paiements 2022	Crédits paiements 2023	Taux	Montant résiduel total	Crédits paiements 2022	Crédits paiements 2023	Taux	Montant résiduel total	Crédits paiements 2022
Reste à réaliser sur programme 2017		TTC	HT																							
34/2017	travaux de rééquipement et d'aménagement du réservoir de Charros		20 000					100%	20 000			40%	8 000	4 000		60%	12 000	6 100								
42/2017	Etude groupée continuité écologique Arros	120 000		10 000	72 000		18 000	20%	20 000			100%	20 000	2 781												
sous total RAR programme 2017										0			6 781	0			6 100	0			0	0			0	0
Programme 2019		Montant opération		Participation			Autofinancement		EPCI / Syndicat/ Région NA		Conseil Départemental 32				Conseil Départemental 40				Conseil Départemental 64				Conseil Départemental 65			
		TTC	HT	Europe / Etat / Autres	AEAG	Région Nouvelle Aquitaine					Région Occitanie	Taux	Montant résiduel total	Crédits paiements 2022	Crédits paiements 2023	Taux	Montant résiduel total	Crédits paiements 2022	Crédits paiements 2023	Taux	Montant résiduel total	Crédits paiements 2022	Crédits paiements 2023	Taux	Montant résiduel total	Crédits paiements 2022
24/2019 ajusté suite à délibération CGDP 03-2020	Opération d'aménagement sur des ouvrages de l'Institution Adour sur le gave de Pau et l'Ouzom Phase 1 (ajustée): restauration de la continuité écologique et du franchissement des embarcations		1 660 107	332 021	996 064			20%	332 021	50%	166 011								50%	166 011	52 150					
	Travaux de réparation des seuils		265 000	79 500				70%	185 500										100%	185 500						
36/2019	Projet de territoire Adour amont -Etudes - Actualisation du bilan besoins-ressources	120 000			84 000		12 000	20%	24 000			14%	3 360	459					11%	2 640	358		75%	18 000	2 436	
39/2019	Réalisation d'études relatives aux demandes d'autorisation de classement des systèmes d'endiguement (département des Landes)	97 500						100%	97 500	50%	48 750				50%	48 750	20 834									
sous total RAR programme 2019										48 750			459	0			20 834	0			52 508	0			2 436	0
Programme 2020		Montant opération		Participation			Autofinancement		EPCI / Syndicat		Conseil Départemental 32				Conseil Départemental 40				Conseil Départemental 64				Conseil Départemental 65			
		TTC	HT	Europe / Etat / Autres	AEAG	Région Nouvelle Aquitaine					Région Occitanie	Taux	Montant résiduel total	Crédits paiements 2022	Crédits paiements 2023	Taux	Montant résiduel total	Crédits paiements 2022	Crédits paiements 2023	Taux	Montant résiduel total	Crédits paiements 2022	Crédits paiements 2023	Taux	Montant résiduel total	Crédits paiements 2022
27/2020	Elaboration de la nouvelle DIG Adour Amont		81 961		40 980			50%	40 981 € (1)			50%	15 792	7 896	7 896								50%	15 792	7 896	7 896
36/2020	Projet de territoire Midour : Suivi de la qualité des eaux des réservoirs de soutien d'étiage dans le bassin versant du Midour-Phase 1 (cf fiche 40/2022 pour ajustement déjà acté en DM1 de 2021)	156 452			91 264		15 645	31%	49 543			40%	19 817	3 450		60%	29 726	17 766								
32/2020	Réservoir de Tillac: travaux de modification du passage à gué en aval du bassin de restitution		10 000					100%	10 000			100%	10 000	10 000												
33/2020 modifiée DM1	Réservoir du Balaing: travaux de réparation de l'érosion du chenal du réservoir		30 000					100%	30 000							30%	9 000	9 000		70%	21 000	21 000				
37/2020	Projet de territoire Midour: Etude de l'impact des prélèvements en eaux souterraines sur les cours d'eau de la zone aval du Midour- année 1	100 000		20 000	41 665	5 000	5 000	28,3%	28 335			100%	28 335	0	0											
38/2020	Actualisation du bilan besoins-ressources - Complément	15 000			8 750		3 000	21,7%	3 250			14%	455	455					11%	358	358		75%	2 437	2 437	
40/2020	Etude hydraulique et hydromorphologique de la partie aval du Gave d'Oloron		80 000		40 000	16 000		30%	24 000						100%	24 000	24 000	12 000								
41/2020	Mise en œuvre du PAPI de l'agglomération dacquoise. Action 1.4 DICRIM	86 450		58 786				32%	27 664	100%	27 664															
	Mise en œuvre du PAPI de l'agglomération dacquoise. Action 1.9 Etude RD 10	60 000		46 000				23,4%	14 000	100%	14 000															
	Mise en œuvre du PAPI de l'agglomération dacquoise. Action 3.4 PCS	86 450		58 786				32%	27 664	100%	27 664															
	Mise en œuvre du PAPI de l'agglomération dacquoise. Action 4.2 outils d'acquisitions	60 000		48 000				20%	12 000	100%	12 000															
43/2020	Aménagements de la Maison de l'eau pour une mise aux normes et montée en gamme de l'accueil des publics - Niveau 1		154 200	74 016			38 550	27%	41 634			45%	18 735	9 368		15%	6 245	1 250		15%	6 245	3 123		25%	10 409	5 204
43-1/2020	Aménagements de la Maison de l'eau pour une mise aux normes et montée en gamme de l'accueil des publics - Niveau 2		164 745	79 078			41 186	27%	44 481			100%	44 481	22 240	22 241											
46/2020	Projet de territoire Midour Mise en œuvre études stockages		18 000		12 600	900	900	20%	3 600			45%	1 620	1 620		55%	1 980	1 980								
50/2020	Travaux de réparation de seuils à la suite des crues de décembre 2019 (phase 1)		11 000	3 300		2 200		50%	5 500										100%	5 500	5 500					
51bis/2020	Travaux sur les digues le l'Adour moyen à la suite des crues de décembre 2019		224 600	67 380		44 920		50%	112 300	50%	112 300															
52/2020	Réalisation d'études hydrauliques (Luys)		485 000	291 000	97 000			100%	97 000	100%	97 000															
53/2020	Poursuites des études relatives aux classements de système d'endiguement (saint sever et Hagetmau)		102 000					100%	102 000	100%	102 000															
sous total RAR programme 2020										392 628			55 029	30 138			41 996	0			29 981	0			15 537	7 896



		Montant opération		Participation			Autofinancement		EPCI / Syndicat/ Région NA		Conseil Départemental 32				Conseil Départemental 40				Conseil Départemental 64		Conseil Départemental 65					
		TTC	HT	Europe / Etat / Autres	AEAG	Région Nouvelle Aquitaine					Région Occitanie	Taux	Montant résiduel total	Crédits paiements 2022	Crédits paiements 2023	Taux	Montant résiduel total	Crédits paiements 2022	Crédits paiements 2023	Taux	Montant résiduel total	Crédits paiements 2022	Crédits paiements 2023	Taux	Montant résiduel total	Crédits paiements 2022
ID : 040-254002264-20220126-CS02_2022-DE																										
46/2020	Projet de territoire Midour Mise en œuvre études stockages		250 000	25 000	175 000			20%	50 000			45%	22 500	11 250		55%	27 500	13 750								
22/2021	Projet de territoire Douze : Concertation	127 860			74 585		6137		47 138			21%	9 899	5 244		79%	37 239	19 727								
22/2021	Projet de territoire Douze : Etude socio économique	170 000			99 166		17000	32%	53 834			21%	11 305	5 653	5 653	79%	42 529	21 264	21 264							
23/2021	Projet de territoire Adour Amont- Phase 3 - Etude socio économique complément	20 000			11 666		2000	32%	6 334			14%	887	887						11%	697	697		75%	4 750	4 750
24/2021	Papi Dax action 1.2 : Recueil des données existantes et acquisition de nouvelles informations	36 000		28 800				20%	7 200	100%	7 200															
25/2021	Papi Dax action 1.6 : Sensibilisation de la population sur le risque inondation	108 000		86 400				20%	21 600	100%	21 600															
26/2021	Papi Dax action 1.9 : Etude du devenir de l'ouvrage Maisonnave-RD10	30 000		23 000				23,4%	7 000	100%	7 000															
27/2021	Pré-stockage foncier sur projets de réservoirs		64 102					100%	64 102			20%	12 820										80%	51 282	51 282	
28/2021	Préconisation du plan de gestion de JU BELLOC : Maintien de la population de cistude (phase 2)	21 658		16 576				23,5%	5 082			45%	2 287	2 287		15%	762	762		15%	762	762		25%	1 271	1 271
29/2021	Rééquipement du dispositif d'auscultation et vérification de la stabilité sur le réservoir de Fargues		60 000					100%	60 000							100%	60 000	48 854	1 000							
30/2021	Mise en sécurité du réservoir de Miramont		120 000					100%	120 000							100%	120 000	98 020	2 000							
31/2021	Rééquipement du dispositif d'auscultation sur le réservoir de Tailluret		35 000					100%	35 000							100%	35 000	35 000								
délibération CGDP 03-2020	Opération d'aménagement sur des ouvrages de l'Institution Adour sur le gage de Pau et l'Ouzom Phase 2: restauration de la continuité écologique et du franchissement des embarcations		2 030 000	406 000	1 218 000			20%	406 000	50%	203 000									50%	203 000	203 000				
	Travaux de réparation des seuils		300 000	90 000				70%	210 000											100%	210 000	210 000				
39/2021	AAP économies et efficience de l'eau en agriculture- amélioration de la gestion des canaux de l'Adour et de l'Echez sur le bassin versant de l'Adour amont		18 333		12 833			30%	5 500			33%	1 833	1 833									67%	3 667	3 667	
40/2021	AAP économies et efficience de l'eau en agriculture - mises en place de compteurs sur le Bassin versant du Bahus (40) et du Midour (32, 40)		108 574		76 002			30%	32 572			60%	19 668	9 834	9 834	40%	12 904	6 452	6 452							
sous total RAR programme 2021												36 988	15 487			243 829	30 716			414 459	0			60 970	0	
TOTAL crédits de paiements 2022 sur reste à réaliser programmes antérieurs												99 257	45 625			312 759	30 716			496 948	0			78 943	7 896	

environnement	52 612
agriculture	260 147

(1) dont 9 397 € d'ingénierie financée en section de fonctionnement. Reste à financer 31 584 €



ID : 040-254002264-20220126-CS02_2022-DE

DOB 2022 Institution Adour Annexe 2-2 Investissement opérations nouvelles programme 2022

N° de fiche	Programme 2022	Montant prestations		TVA	Participation			Autofinancement		EPCI	Conseil Départemental 32				Conseil Départemental 40				Conseil Départemental 64				Conseil Départemental 65									
		TTC	HT		Europe / Etat / Autres	AEAG	Région Nouvelle Aquitaine				Région Occitanie	Taux	Montant résiduel total	Crédits paiements 2022	Crédits paiements 2023	Crédits paiements 2024	Taux	Montant résiduel total	Crédits paiements 2022	Crédits paiements 2023	Crédits paiements 2024	Taux	Montant résiduel total	Crédits paiements 2022	Crédits paiements 2023	Crédits paiements 2024	Taux	Montant résiduel total	Crédits paiements 2022	Crédits paiements 2023	Crédits paiements 2024	
	Capital	33 334						100%	33 334			100%	33 334	33 334																		
34/2022	Travaux sur le dispositif d'auscultation et vérification de la stabilité sur le réservoir de Fargues complément		60 000	12 000				100%	60 000							100%	60 000	60 000														
35/2022	Etudes hydraulique et hydrologique sur le réservoir de Renung	9 600						100%	9 600							100%	9 600	9 600														
36/2022	Travaux sur le réservoir du Louet: confortement du parement amont et étanchéité de la galerie		1 756 000	351 200		1 018 480		42%	737 520		14%	103 253	45 805					20%	147 504	46 704		66%	486 763	328 363								
37/2022	Pré stockage foncier (PT Midour)		35 000					100%	35 000		45%	15 750	15 750			55%	19 250	19 250														
38/2022	PTGE Midour phase de mise en oeuvre : REUSE station de Conté à Mont de Marsan 1ère phase étude et maîtrise d'œuvre		450 000	90 000		360 000		20%	90 000							100%	90 000	30 000	30 000	30 000												
39/2022	PTGE Midour phase de mise en oeuvre: Etude complémentaire volumes/usages/période	20 832				12 152		41%	8 680		45%	3 906	3 906			55%	4 774	4 774														
40/2022	Projet de territoire Midour : Suivi de la qualité des eaux des réservoirs de soutien d'étage dans le bassin versant du Midour-Phase 2	193 548				112 850	19 355	31%	61 343		40%	24 537	12 269	12 268		60%	36 806	18 403	18 403													
41/2022	Acquisitions foncières sur le périmètre de l'espace de mobilité de l'Adour Landais		125 000			100 000		20%	25 000							100%	25 000	5 000	5 000	5 000												
42/2022	Travaux de confortement de l'ouvrage de protection contre les inondations "Penich-Laburthe" sis sur la communauté de communes du Pays Grenadois	600 000			87 000		58 000	75%	455 000	81%						19%	87 000	87 000														
43/2022	Travaux de rééquipement du réservoir de Renung		120 000	24 000				100%	120 000							100%	120 000	120 000														
sous total programme investissement 2022		3 403 314		477 200	87 000	1 603 482	58 000	19 355	1 635 477	368 000		180 780	111 064	12 268	0		452 430	354 027	53 403	35 000		147 504	46 704	0	0		486 763	328 363	0	0		
												CD 32	2022	2023	2024	CD 40	2022	2023	2024	CD 64	2022	2023	2024	CD 65	2022	2023	2024					
												Total DOB	111 064	12 268	0	Total DOB	354 027	53 403	35 000	Total DOB	46 704	0	0	Total DOB	328 363	0	0					
																environnement		110 403	23 403	5 000												
																agriculture		243 624	30 000	30 000												